

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/32/403
1er décembre 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Points 30 et 100 de l'ordre du jour

QUESTION DE PALESTINE

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1978-1979

Incidences administratives et financières des projets de résolution
publiés sous les cotes A/32/L.39 et L.40

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Peter G. BELYAEV (République socialiste soviétique
de Biélorussie)

A. Projet de résolution A/32/L.39

1. A sa 54^{ème} séance, le 1er décembre 1977, la Cinquième Commission, conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, a examiné l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.5/32/64 et Corr.1) des incidences administratives et financières du projet de résolution publié sous la cote A/32/L.39.

2. Dans cet état, le Secrétaire général indiquait que les incidences financières de l'adoption du projet de résolution publié sous la cote A/32/L.39 s'élèveraient à 388 500 dollars pour 1978, pour les paragraphes 7 et 8. Toutefois, étant donné que le coût des services de conférence, estimé sur la base du coût intégral à 269 900 dollars, serait réexaminé lors de l'établissement de l'état récapitulatif à la fin de la session en cours de l'Assemblée générale, il ne serait demandé à ce stade qu'un crédit de 118 600 dollars pour les frais de voyage des membres du Comité (15 000 dollars) et le personnel temporaire affecté à des tâches générales (un P-5, un P-4 et un G-4) qu'il faudrait au secrétariat du Comité (103 600 dollars).

3. Dans un exposé oral, le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a déclaré que le Comité consultatif souscrivait aux prévisions du Secrétaire général concernant les incidences financières qui découleraient de l'adoption du projet de résolution A/32/L.39 et qu'il faudrait prévoir un crédit supplémentaire de 118 600 dollars au chapitre premier du budget et inscrire un crédit de 29 400 dollars au titre des contributions du personnel au chapitre 25, cette dernière opération étant compensée par l'inscription d'une somme de même montant au chapitre premier des recettes.

4. Il a également déclaré que le coût estimatif des services de conférence, à savoir 269 900 dollars, serait compris dans l'état récapitulatif qui doit être présenté à la fin de la session en cours de l'Assemblée générale.

5. Les observations faites par des délégations et des représentants du Secrétaire général durant la discussion sur cette question sont consignées dans le compte rendu analytique de la séance (A/C.5/32/SR.54).

DECISION DE LA CINQUIEME COMMISSION

6. Par 72 voix contre 9, avec 15 abstentions, la Cinquième Commission a décidé d'informer l'Assemblée générale que si elle adoptait le projet de résolution A/32/L.39, il faudrait ouvrir un crédit supplémentaire de 118 600 dollars au chapitre premier et inscrire un crédit de 29 400 dollars au titre des contributions du personnel au chapitre 25, cette dernière opération étant compensée par l'inscription d'une somme de même montant au chapitre premier des recettes; par ailleurs, des dépenses d'un montant maximum de 269 900 dollars à prévoir pour les services de conférence, seraient incluses dans l'état récapitulatif qui serait établi à une date ultérieure.

B. Projet de résolution A/32/L.40

7. A sa 54^{ème} séance, le 1^{er} décembre 1977, la Cinquième Commission, conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, a examiné l'état, présenté par le Secrétaire général (A/C.5/32/65 et Corr.1), des incidences administratives et financières du projet de résolution publié sous la cote A/32/L.40.

8. Dans cet état, le Secrétaire général indiquait que les incidences financières de l'adoption du projet de résolution publié sous la cote A/32/L.40 se monteraient à 437 000 dollars pour 1978, dont 96 600 dollars pour du personnel temporaire affecté à des tâches générales (deux P-3 et deux agents des services généraux), 10 500 dollars pour les services de consultant, 35 700 dollars pour d'autres dépenses liées à la création du Service spécial des droits palestiniens, 80 000 dollars pour la production d'un film et 214 200 dollars pour la publication des études et bulletins. Cependant, comme le coût estimatif de la publication des études et bulletins sera revu et indiqué dans l'état récapitulatif qui sera établi à la fin de la session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général signalait qu'à ce stade,

/...

il serait demandé un crédit de 222 800 dollars, dont 113 100 dollars à inscrire au chapitre premier, 80 000 dollars au chapitre 21 et 29 700 dollars au chapitre 22.

9. Dans un exposé oral, le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a déclaré que le Comité consultatif approuvait l'évaluation faite par le Secrétaire général des incidences financières qui découleraient de l'adoption du projet de résolution A/32/L.40; en outre, il faudrait prévoir un crédit supplémentaire de 222 800 dollars, dont 113 100 dollars à inscrire au chapitre premier, 80 000 dollars au chapitre 21 et 29 700 dollars au chapitre 22, et inscrire un crédit de 22 000 dollars au chapitre 25 au titre des contributions du personnel, cette dernière opération étant compensée par l'inscription d'une somme de même montant au chapitre premier des recettes.

10. Le Président du Comité consultatif a en outre déclaré que le coût estimatif de la publication des études et bulletins (214 200 dollars) serait indiqué dans l'état récapitulatif qui serait présenté à la fin de la session de l'Assemblée générale.

11. Les observations faites par les délégations ainsi que par les représentants du Secrétaire général au cours du débat sur cette question sont consignées dans le compte rendu analytique de la séance (A/C.5/32/SR.54).

DECISION DE LA CINQUIEME COMMISSION

12. Par 71 voix contre 14, avec 11 abstentions, la Cinquième Commission a décidé d'informer l'Assemblée générale que, si elle adopte le projet de résolution A/32/L.40, il faudra prévoir des crédits supplémentaires se chiffrant au total à 222 800 dollars aux chapitres premier, 21 et 22, et inscrire un crédit de 22 000 dollars au chapitre 25 au titre des contributions du personnel, cette dernière opération étant compensée par l'inscription d'une somme de même montant au chapitre premier des recettes; par ailleurs, des dépenses au titre du service des conférences, d'un montant maximum de 214 200 dollars, seront incluses dans l'état récapitulatif qui sera établi ultérieurement.
